

Table of contents

Contents

TRANSLATOR'S BRIEF2

RESOURCES.....3

SOURCE TEXT.....4

TRANSLATOR'S BRIEF

You are being provided with a source text of approximately one and a half pages. Please produce a final self-revised translation in the target language of this test.

Your translation must be fully usable as it stands. The task must be completed without the use of tracked changes or annotations, and comments must not be inserted in the body of the text. Any such comments will not be taken into account in the evaluation of the test.

RESOURCES

Please consult IATE, EurLex and the Style Guide as appropriate, using the links provided below:

[IATE](#)

[EurLex](#)

[DGT English Style Guide](#)

SOURCE TEXT

D'après notre estimation, la part des «utilisateurs transfrontières» de services en ligne sur abonnement passera de 5,7 % des consommateurs européens en 2015 à 14 % en 2020, représentant environ 72 millions de personnes en Europe.

Les représentants des consommateurs soutiennent l'intervention législative visant à garantir la portabilité transfrontière des services de contenu en ligne car elle leur procurera des avantages concrets dans toute l'UE. Différentes catégories de titulaires de droits (p. ex. producteurs et distributeurs de films, organisations sportives) considèrent la portabilité comme un objectif politique valable mais, en général, préféreraient des orientations en raison de la nature moins intrusive de celles-ci. Nombre de fournisseurs de services de contenu en ligne sont également partisans d'approches à l'initiative des entreprises.

Pour les fournisseurs de services de contenu en ligne, le principal avantage d'une action législative résiderait dans la possibilité de proposer la portabilité transfrontière sans supporter de coûts de transaction importants dus à la renégociation d'accords de licence avec des titulaires de droits. Il se peut que les fournisseurs de services de contenu en ligne supportent certains coûts directs, si ceux-ci sont marginaux et imputables à la reconfiguration du système d'authentification de l'utilisateur pour passer de l'approche «blocage géographique» à l'approche «accès temporaire». Ils seraient intégrés dans les coûts de maintenance logicielle courante des fournisseurs de services.

Deux types de coûts indirects pourraient également être envisagés: (i) ceux découlant des exigences supplémentaires d'authentification et de vérification auprès des titulaires de droits, p. ex. recoupements entre utilisations nationale et transfrontière d'un service par le même consommateur afin d'éviter les abus; (ii) même s'ils n'y sont pas tenus par l'intervention législative, certains fournisseurs de services de contenu en ligne, notamment ceux des secteurs audiovisuel et sportif, pourraient estimer utile (p. ex. par souci de leur réputation) d'adapter

l'infrastructure technique afin de garantir la même qualité de service partout. Les exigences supplémentaires d'authentification et de vérification entraîneraient un surcoût marginal.

L'adaptation de l'infrastructure de transmission du contenu pourrait s'avérer plus onéreuse, mais ces coûts sont difficiles à estimer car ils dépendent de plusieurs paramètres: les pratiques actuelles des fournisseurs de services en ligne, le volume de données transférées et stockées ainsi que les solutions technologiques choisies.